

EXPOSÉ DE POLITIQUE



Photo: Alejandra Vargas/IDRC

Soins non rémunérés et autonomisation des femmes : Leçons tirées de la recherche et de la pratique

Pour que les femmes puissent réaliser leur plein potentiel économique, des changements s'imposent dans la manière dont la prestation de soins est évaluée et répartie dans les ménages et les milieux de travail et divisée entre les hommes et les femmes.

QUELS SONT LES ENJEUX?

La prestation de soins – aux jeunes, aux aînés et aux personnes handicapées – est un volet essentiel de l'économie mondiale qui est nettement sous-évalué. Les hommes comme les femmes ont besoin de soins de qualité pour pouvoir participer à la vie économique, politique et sociale. Pourtant, les soins non rémunérés sont majoritairement donnés par les femmes et les filles, ce qui leur laisse moins de temps pour s'instruire, travailler, contribuer à la société et s'adonner à des loisirs. Selon des estimations du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) de 2015, les femmes offrent trois fois plus de soins non rémunérés que les hommes. Les familles à faible revenu sont particulièrement touchées par cette répartition inégale, puisqu'elle les prive de ressources pour payer des services de soins et restreint leur accès à des services et à des infrastructures permettant d'alléger le fardeau des soins.

Le cinquième objectif des Objectifs de développement durable (ODD) comprend une cible afin que soient reconnus et valorisés les soins et les travaux domestiques non rémunérés. Si l'on veut réaliser des progrès à ce chapitre, il faut mieux comprendre comment alléger le fardeau des

FAITS SAILLANTS DE LA CONSULTATION

- Des services publics de soins à l'enfance de bonne qualité contribuent à la participation économique des femmes.
- Le manque d'accès à l'information, aux services et à l'infrastructure alourdit le fardeau des soins qui pèse sur les femmes très démunies.
- Pour que la prestation de soins soit vue comme une responsabilité valorisée et partagée, il faut revoir les rôles attribués à chaque sexe et les normes qui les encadrent.
- Le milieu du travail doit valoriser les responsabilités liées à la prestation de soins et faire en sorte que les travailleurs puissent s'en acquitter.

travaux domestiques qui pèse sur les femmes, encourager une participation équitable des hommes et des femmes dans l'économie des soins et assigner une valeur économique aux soins. Dans un effort pour éclairer les études dans ce domaine réalisées par le Groupe de réflexion de haut niveau des Nations Unies sur l'autonomisation économique des femmes, l'Institute of Development Studies, le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et Oxfam (Royaume-Uni) ont lancé un appel commun afin de rassembler des données sur des initiatives efficaces permettant de transformer la dynamique de l'économie des soins.

APPROCHE FONDÉE SUR LA CONSULTATION

En mai et juin 2016, 45 réponses avaient été reçues de la part de chercheurs, d'ONG, de réseaux de femmes, d'organisations de travailleurs et de mouvements nationaux, lesquelles réponses donnaient des détails sur un éventail de programmes et d'initiatives axés sur l'économie des soins réalisés à l'échelle internationale. Les répondants devaient remplir un questionnaire pour donner des détails sur les programmes, y compris les objectifs, les stratégies employées, les difficultés rencontrées et les résultats obtenus à ce jour. À partir des réponses reçues, une cinquantaine de cas ont ressortis du lot et relatent des expériences de gouvernements et de la société civile dans l'économie des soins et d'initiatives de recherche pertinentes.

À cet appel de données sont venues s'ajouter deux discussions de portée mondiale tenues sur le Web les 7 et 8 juin 2016. Un document de constat et un énoncé de position ont été élaborés à partir de faits saillants tirés des questionnaires des répondants et des discussions tenues. Si l'appel de données a été entendu par un large éventail d'organisations actives dans les domaines de la prestation de soins et de l'autonomisation des femmes, les restrictions technologiques et le court laps de temps alloué pour rassembler les réponses à l'intention du Groupe de réflexion de haut niveau n'ont pas permis de procéder à une validation approfondie de chaque intervention et pourraient avoir empêché certains groupes d'apporter leur contribution.

RECOMMANDATIONS ET FAITS SAILLANTS

Les faits saillants qui sont ressortis des consultations, des discussions et d'autres études révèlent que les éléments suivants sont indispensables :

- une amélioration dans la prestation des services publics essentiels, y compris les services de soins;
- des investissements plus importants dans de l'équipement et des infrastructures permettant d'économiser du temps et de la main-d'oeuvre;
- des investissements plus importants dans des initiatives dont le but est de changer les croyances, les normes et les rôles attribués à chaque sexe dans la prestation de soins;
- une amélioration dans le travail décent offert aux femmes et aux hommes.



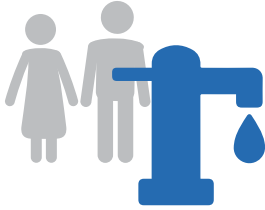
Photo: DFID Flickr

Des services de soins à l'enfance de bonne qualité contribuent à la participation économique des femmes.

Plusieurs études révèlent toute la différence que peut avoir l'accès à des soins à l'enfance abordables et fiables sur le temps dont disposent les femmes pour occuper un emploi rémunérateur. Dans son rapport intitulé *Investir dans l'économie des soins* publié en 2016, l'organisme indépendant de défense des droits des femmes Women's Budget Group compare les bienfaits de l'investissement public dans l'infrastructure sociale – ce qui englobe les soins à l'enfance, l'éducation et les soins aux aînés – avec ceux de l'investissement public dans les infrastructures physiques. À l'aide de données provenant de sept pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les auteurs du rapport ont estimé que l'investissement dans l'économie des soins générerait à peu près deux fois plus d'emplois qu'un investissement du même montant dans le secteur de la construction. En investissant 2 % du PIB dans l'économie des soins, il est estimé que le taux d'emploi des femmes augmenterait de 3,3 % à 8,2 %. Un certain nombre d'organisations ont fait état d'investissements dans les soins à l'enfance, souvent conjugués à des initiatives visant à renforcer les moyens de subsistance destinés aux familles à faible revenu. Au Mexique par exemple, le gouvernement fédéral subventionne jusqu'à 90 % des frais de soins à l'enfance admissibles par l'intermédiaire de son programme Estancias. Parmi les femmes qui bénéficient de ce programme, 18 % occupent aujourd'hui un emploi et travaillent en moyenne six heures de plus par semaine. Le programme Estancias offre également une formation et un emploi dans le domaine des soins à l'enfance à plus de 40 000 femmes, mais est la cible de critiques en raison du salaire trop bas que gagnent ces femmes pour ce travail qui vient renforcer la faible valeur attribuée au travail des femmes.

Le manque d'accès à l'information, aux services et à l'infrastructure alourdit le fardeau des soins qui pèse sur les femmes très démunies.

Dans les régions où l'eau potable, l'électricité, des moyens de transport sûrs, les soins de santé et l'information sont hors de la portée des familles, le fardeau des soins accapare davantage le temps des femmes. Un certain nombre de présentations portaient plus sur la différence que peuvent représenter les investissements permettant d'économiser du temps et de la main-d'oeuvre. Au Zimbabwe et en Ouganda, le programme WE-Care (Women's Economic Empowerment and Care) d'Oxfam



encourage le dialogue communautaire sur la valeur du temps des femmes tout en fournissant aux ménages des appareils permettant d'économiser de la main-d'oeuvre, comme des poêles performants sur le plan énergétique, des bicyclettes et des systèmes domestiques fonctionnant à l'énergie solaire. Selon ce que rapportent les ménages de ces deux pays ayant bénéficié de ces mesures, ils disposent de plus de temps pour le travail productif et rémunéré, l'homme participe davantage aux tâches domestiques et la violence familiale est moins répandue. En Inde, la Self-Employed Women's Association (association des femmes exerçant une activité indépendante) forme les femmes afin qu'elles acquièrent des compétences techniques liées à l'infrastructure hydraulique, comme la réparation de pompes manuelles. Cette initiative permet aux femmes qui en bénéficient de trouver un emploi et d'améliorer de beaucoup l'efficacité de la collecte d'eau. Les femmes peuvent ainsi gagner de l'argent tout en économisant temps et énergie.



Pour que la prestation de soins soit vue comme une responsabilité valorisée et partagée, il faut revoir les rôles attribués à chaque sexe et les normes qui les encadrent.

Les normes dominantes actuelles sur les rôles attribués à chaque sexe accordent peu de valeur au temps des femmes et le perçoivent comme étant élastique. Dans les régions où les hommes exercent la mainmise sur le revenu du ménage, ces normes sont peu favorables à l'investissement dans les soins à l'enfance et l'équipement ou les services permettant d'économiser du temps et de la main-d'oeuvre. Cela étant, les interventions dans l'économie des soins visent pour la plupart à recenser les écarts entre les hommes et les femmes quant à l'utilisation qu'ils font de leur temps, à changer les perceptions sur le travail et les soins réalisés par les femmes et les rôles attribués à chaque sexe et à encourager un partage plus équitable des responsabilités entourant les soins. MenEngage est une alliance mondiale qui compte des membres dans 35 pays et qui milite pour la participation des hommes dans la prestation de soins. L'organisme propose des indicateurs pouvant être utilisés par les pays pour mesurer leurs progrès dans la contribution des hommes à la prestation de soins. Au Bangladesh, le programme Equality Through Dignity passe par les médias électroniques et imprimés, les événements communautaires, le théâtre populaire et la musique folklorique pour sensibiliser la population aux conséquences de la sous-estimation du travail réalisé par les femmes en ce qui touche la prestation de soins sur la violence familiale, la pauvreté et les droits de la personne. Sa campagne de masse a rejoint directement 1,5 million de Bangladais à ce jour.



Le milieu du travail doit valoriser les responsabilités liées à la prestation de soins et faire en sorte que les travailleurs puissent s'en acquitter.

Pour que les hommes et les femmes se partagent plus équitablement le travail rémunéré et non rémunéré, ils doivent exercer un travail décent qui valorise les responsabilités liées aux soins. Il n'est pas seulement question ici de salaires équitables, mais également de mesures pour les aider, comme un horaire de travail flexible et des prestations de congé parental, auxquels viennent se greffer d'autres mesures de protection sociale. Non seulement les soins à l'enfance doivent être reconnus comme un service professionnel essentiel à part entière, mais les travailleurs de ce domaine et d'autres travailleurs domestiques doivent gagner un salaire décent, bénéficier d'avantages sociaux et être protégés contre l'exploitation. Une attention particulière doit aussi être accordée à la protection des droits et à l'amélioration des conditions de travail dans le secteur informel, où travaille la majorité des femmes occupant un emploi à faible revenu. Certaines initiatives réalisées dans ce secteur ont remporté du succès, par exemple la campagne de la Fédération internationale des travailleurs domestiques, qui a contribué à faire adopter la Convention no 189 sur le travail décent pour les travailleuses et travailleurs domestiques de l'Organisation internationale du Travail (OIT). La Fédération dirige également l'initiative My Fair Home, par laquelle les employeurs s'engagent à offrir à leurs employés des environnements de travail sûrs, des contrats de travail justes et un accès à des soins de santé. En Inde, le Domestic Workers Forum du Montfort Social Institute a amené plus de 20 000 femmes provenant de petites villes à protester contre les conditions d'exploitation dans lesquelles elles doivent travailler. Se prévalant de leur pouvoir de négociation collective, elles demandent des salaires plus élevés, des avantages sociaux comme des congés de maladie et des journées de congé et militent pour que les politiques nationales leur octroient davantage de droits légaux et comprennent des mesures de protection sociale.

LEÇONS À PRENDRE EN CONSIDÉRATION POUR LES POLITIQUES ET LA PRATIQUE

La valorisation du travail commence par la mesure de celui-ci.

Nombreuses sont les études de cas qui font ressortir la nécessité, pour les gouvernements, de reconnaître et de rémunérer les soins non rémunérés. Il s'agit d'une étape fondamentale si l'on veut mettre fin à l'inégalité dont les femmes sont victimes et favoriser leur autonomisation. Pourtant, les systèmes de comptabilité nationaux ne parviennent pas à mettre un chiffre précis sur la valeur de ce travail. Afin de remédier à cette lacune et de fournir aux décideurs des estimations plus justes de la valeur de ce travail, l'initiative Counting Women's Work, menée par l'Université de la Californie à Berkeley, s'applique à mettre au point une méthode permettant d'assigner une valeur aux soins non rémunérés et au travail domestique généralement oubliés par les systèmes de

comptabilité nationaux. Cette méthode utilise des données temporelles pour estimer les heures consacrées à produire ou à consommer des soins non rémunérés et du travail domestique, puis attribue au temps obtenu un salaire de substitution. En utilisant des données provenant de 29 pays, il a été déterminé que la valeur des soins non rémunérés et du travail domestique varie de 12 à 40 % du PIB.

Les investissements dans les biens et les services publics permettent de récolter des dividendes économiques et sociaux.

Les investissements dans les services publics de soins à l'enfance, dans l'infrastructure essentielle (eau, routes, électricité) et dans les régimes de protection sociale ressortaient systématiquement des exemples cités lors des consultations comme étant des facteurs contribuant à combler l'écart entre les sexes. Une étude du Women's Budget Group, par exemple, atteste la rentabilité économique des investissements réalisés dans l'économie des soins. Mais un nombre encore plus grand d'études témoignent des avantages sociaux considérables pouvant être tirés d'un meilleur accès aux soins à l'enfance ainsi qu'aux services et aux infrastructures permettant d'économiser de la main-d'œuvre. Parmi ces avantages, mentionnons des enfants en meilleure santé, un taux d'assiduité scolaire plus élevé et une baisse dans la violence à caractère sexiste et familial. Lorsque seules les économies à réaliser régissent les décisions touchant les services publics, les coûts véritables des soins demeurent, mais ils sont supportés de manière inégale par les familles, surtout les femmes et les filles à faible revenu. Au moment de déterminer le financement qu'il allouera aux services et aux infrastructures publics, le gouvernement doit éviter d'avoir recours à des mesures fiscales régressives, comme les taxes sur la valeur ajoutée et d'autres taxes à la consommation, qui font peser sur les plus démunis un fardeau fiscal plus lourd.

Les entreprises du secteur privé partageant un intérêt dans l'autonomisation des femmes peuvent devenir de précieuses alliées.

Des études de cas sur des partenariats avec des acteurs du secteur privé donnent à entendre que, lorsqu'il y a un intérêt commun à ce que les femmes soient économiquement plus autonomes, ce genre d'alliance présente de bonnes chances de réussite. WE-Care, par exemple, travaille avec des entreprises privées afin d'accroître les budgets alloués aux services et aux infrastructures de soins par les employeurs. Selon ces études, les négociations portent leurs fruits lorsque des données probantes établissent un lien entre des responsabilités lourdes et inégales en matière de soins et les opérations de la chaîne d'approvisionnement des entreprises. Au Nicaragua, Body Shop International a conclu un partenariat avec la Cooperativa Juan Francisco Paz de Silva afin de mieux évaluer la valeur des soins non rémunérés dans l'établissement des biens produits. Body Shop, consciente du rôle important des soins dans la production des biens, verse aujourd'hui une prime supplémentaire pour couvrir le travail non rémunéré des femmes dans les chaînes d'approvisionnement. Aussi

important que puisse être le rôle du secteur privé dans le renforcement de l'économie des soins, il reste que les entreprises sont nombreuses à avoir une compréhension limitée de la problématique. Le Groupe de la Banque mondiale/Société financière internationale, par l'intermédiaire de son projet Tackling Childcare, a pour objectif de recueillir les données manquantes afin d'aider les entreprises à mieux répondre aux besoins des employés en matière de soins à l'enfance.

*Le présent résumé met en lumière les faits saillants et les recommandations étant ressortis d'une consultation organisée dans le but de recueillir des données pour le Groupe de réflexion de haut niveau des Nations Unies sur l'autonomisation économique des femmes. Ces faits saillants et recommandations figurent dans le document intitulé *Transforming Care Dynamics: Lessons from Programme and Policy*, qui se veut un résumé des faits recueillis, ainsi que dans un exposé de principe rédigé à partir des données recueillies qui s'intitule *Addressing Unpaid Care for Economic Empowerment of Women and Girls*, deux documents ayant été rédigés par Deepta Chopra et Sohela Nazneen, chercheuses associées à l'Institute of Development Studies. Le présent résumé a été rédigé par : Mary O'Neill, Alejandra Vargas et Deepta Chopra. Les points de vue exprimés dans ce résumé et dans l'étude dont il s'inspire n'engagent que leurs auteurs et ne sauraient être attribués aux partenaires du programme CEDEF.*



IDRC | CRDI

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Canada

Croissance de l'économie et débouchés économiques des femmes (CEDEF) est un partenariat entre le Department for International Development du Royaume-Uni, la Fondation Hewlett et le Centre de recherches pour le développement international.

Croissance de l'économie et débouchés économiques des femmes (CEDEF)
Centre de recherches pour le développement international
CP 8500, Ottawa, Ontario
Canada K1G 3H9
Téléphone: +1 613-236-6163
Télécopieur: +1 613-657-7749
Courriel: grow@crdi.ca
<https://www.idrc.ca/fr/initiative/croissance-de-leconomie-et-debouches-economiques-des-femmes>